

Extrait du
Bulletin Officiel des Finances Publiques-Archives-Impôts
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Identifiant juridique : 14B-1-71-29/01/1971

Date de publication : 29/01/1971

B.O.I. N° 14 du 29 janvier 1971

Sommaire :

ANNEXE I
ANNEXE II
ANNEXE III
ANNEXE IV

1

1 576074 5

— 1 —

29 janvier 1971

1

BULLETIN OFFICIEL DES IMPÔTS

14 B-1-71

N° 14 du 29 janvier 1971

14 A.I./1

Instruction du 26 décembre 1970

DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES APPLICABLES PAR PAYS

Dispositions prévues par la convention fiscale du 10 mars 1964

entre la France et la Belgique

Revenus non commerciaux. Redevances et droits d'auteurs.

Modalités pratiques

(Sous-direction III E -Bureau III E 1)

1.En vertu de l'article 8 de la convention fiscale franco-belge du 10 mars 1964, les redevances et les droits d'auteurs ne sont imposables que dans l'État dont le bénéficiaire est le résident. Ce régime qui comporte, par voie de conséquence, l'exonération de l'impôt prélevé à la source dans l'autre État, qui est celui d'où proviennent les revenus de l'espèce, a déjà fait l'objet de commentaires aux paragraphes 36 à 39 de l'instruction du 6 mai 1966 (B.O.C.D. 1966-II-3327, B.O.E.D. 1966-9748), mais sa mise en oeuvre effective n'était

jusqu'à présent subordonnée à aucune formalité particulière.

Or, à compter du 1^{er} janvier 1971, cette exonération ne pourra être accordée que suivant la procédure que les autorités compétentes des deux États ont arrêtée, de concert, dans le cadre des dispositions de l'article 24-1 de la convention susvisée et dont les modalités sont exposées ci-après.

I. -REVENUS DE SOURCE FRANÇAISE

2.Cette procédure, du côté français, ne concerne que les revenus de source française (redevances et droits d'auteurs) versés à des personnes physiques ou morales n'ayant pas leur domicile réel ou leur siège en France, qui tombent sous le coup de la retenue à la source prévue à l'article 1671 du Code général des Impôts. Pour obtenir l'exonération de cette retenue, les bénéficiaires résidents de la Belgique doivent désormais souscrire une demande formulée sur un imprimé bilingue n° 273 RF/5204 *bis* spécialement conçu à cet effet (*cf. annexe I ci-jointe*).

Ces imprimés peuvent être obtenus auprès de l'Administration belge des Contributions directes (s'adresser au Service de documentation des Contributions directes, 45, rue Belliard, 1040-Bruxelles).

3.Les intéressés doivent compléter avec soin les deux exemplaires de la demande en utilisant une formule distincte par personne physique ou collectivité débitrice des revenus.

L'imprimé ainsi complété servira pour toutes les échéances de la même année. Il doit être remis à l'autorité fiscale belge dont relève le créancier des revenus.

Cette autorité appose son visa sur les formules qui lui sont remises et conserve le premier exemplaire pour le dossier fiscal du créancier. Ce dernier transmet ensuite le deuxième exemplaire à son débiteur en France, *avant la première échéance* de l'année sous peine de forclusion.

Toutefois, dans les cas exceptionnels où, en raison de circonstances de force majeure ou d'un événement quelconque non imputable à la volonté du créancier, cette transmission ne pourrait être effectuée dans le délai prescrit ci-dessus, le deuxième exemplaire de la demande devra alors, par l'intermédiaire du débiteur, parvenir à l'Administration française au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit la première échéance.

4.Le débiteur des redevances complète la demande en remplissant les cadres qui lui sont réservés pour toutes les échéances, prévues au cours d'une même année, du produit visé.

Dans le cas normal où la demande lui est parvenue avant la première échéance de l'année considérée, le débiteur s'abstient d'effectuer la retenue à la source correspondante et joint ladite formule à la déclaration établie sur l'imprimé spécial prévu pour le contrôle des versements forfaitaires et retenues à la source (imprimé modèle 2460, ancien 1024 CD ou déclaration modèle D.A.S. 1 qui s'y substituera).

5.En revanche, dans le cas exceptionnel où le débiteur ne recevrait ce formulaire qu'après cette échéance, il se trouverait dispensé d'opérer la retenue à la source uniquement pour les

échéances ultérieures de la même année, qui y ont été mentionnées. Après l'expiration du délai de validité de la demande, et au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit le paiement des redevances, le débiteur adresse le formulaire dûment complété au directeur des Services fiscaux dont il relève, avec une demande de régularisation concernant la ou les échéances non couvertes par l'exonération dont il s'agit. Dans cette demande, le débiteur peut solliciter de l'Administration française, l'autorisation d'imputer la retenue à la source qu'il a opérée sur la ou les échéances susmentionnées sur les versements dont il sera redevable, au titre de cette retenue, à raison des redevances et droits d'auteur qu'il payera ultérieurement. Lorsque cette autorisation lui a été accordée, le débiteur a l'obligation de rembourser la retenue au créancier.

En cas d'impossibilité d'appliquer la procédure de l'imputation, le débiteur demande, dans le même délai que ci-dessus, le dégrèvement de la retenue au directeur qui prononce ce dégrèvement directement au profit du bénéficiaire réel des revenus ou à son représentant régulièrement désigné.

II. - REVENUS DE SOURCE BELGE

6. Pour obtenir l'exonération du précompte mobilier belge, les bénéficiaires, domiciliés en France, de redevances ayant leur source en Belgique doivent souscrire une demande sur l'imprimé bilingue portant le n° 5204 [276 R (F)] (*cf. annexe II*).

Ces imprimés sont tenus à la disposition du public au siège de chaque direction des Services fiscaux et à l'I.F.A.C. des non-résidents, 9, rue d'Uzès, Paris (2^e) pour le département de Paris.

Les conditions d'établissement de présentation et d'utilisation de ces formulaires sont précisées dans une notice explicative également reproduite en annexe.

Annoter : B.O.C.D. 1966-II-3327 et B.O.E.D. 1966-9748.

ANNEXE I

DEMANDE ANNUELLE D'EXONERATION DE L'IMPOT FRANCAIS
 SUR LES REDEVANCES ET DROITS D'AUTEUR
 présentée en application de l'article 8 de la convention franco-belge
 contre la double imposition du 10 mars 1964

1
 exemplaire
 pour l'Administration
 fiscale belge . . .
 1
 exemplaar
 voor de Belgische
 belastingadministratie .

JAARLIJKSE AANVRAAG OM VRIJSTELLING VAN DE
 FRANSE BELASTING OP ROYALTY'S EN AUTEURSRECHTEN
 Ingediend op grond van artikel 8 van het Frans-Belgische
 dubbelbelastingverdrag van 10 maart 1964 .

NOTES EXPLICATIVES, VOIR AU VERSO ZIE TOELICHTINGEN OP DE KEERZIJDE Nom, adresse et qualité du signataire s'il est autre que le créancier : Naam, adres en hoedanigheid van de onder- tekenaar indien hij de schuldeiser niet is :	CREANCIER SCHULDEISER Nom et prénom ou raison sociale Naam en voornaam of firma Profession Beroep Adresse (rue, n°) du domicile ou du siège social Adres (straat, nr) van de woonplaats of van de maatschappelijke zetel
---	--

DESIGNATION DU DEBITEUR FRANCAIS DES REVENUS AANDUIDING VAN DE FRANSE SCHULDENAAR VAN DE INKOMSTEN Dénomination ou raison sociale : Benaming of firma : Siège social ou de direction : Maatschappelijke zetel of zetel van leiding :

DESIGNATIONS PRECISES DES BIENS OU DROITS GENERATEURS DES REVENUS (date du contrat, échéance des paiements) (cf. article 8 de la convention reproduit au verso du présent imprimé) NAUWKEURIGE OMSCHRIJVING VAN DE GOEDEREN OF RECHTEN DIE DE INKOMSTEN VOORTBRENGEN (datum van het contract, vervaldag van de betalingen) (cf. artikel 8 van de overeenkomst op de keerzijde van dit drukwerk)
--

A REMPLIR PAR LE DEBITEUR FRANCAIS DES REVENUS
 IN TE VULLEN DOOR DE FRANSE SCHULDENAAR VAN DE INKOMSTEN

Montant brut des sommes à encaisser (avant déduction de l'impôt français) Brutobedrag van de te innen sommen (voor afhouding van de Franse belasting)	Date de l'encaissement Datum van inning	Montant de l'impôt exigible selon la législation française et dont le dégrèvement est demandé Bedrag van de belasting die volgens de Franse wetgeving eisbaar is en waarvan ontheffing wordt gevraagd	Contrôle cadre réservé à l'administration française Controle vak bestemd voor de Franse administratie

DECLARATION DU CREANCIER DES REDEVANCES
 VERKLARING VAN DE SCHULDEISER VAN DE ROYALTY'S

Je soussigné certifie :
 Ondergetekende bevestigt :

que le créancier des revenus désignés ci-dessus
 dat de hierboven aangeduide schuldeiser van de inkomsten

- a la qualité de résident de la Belgique au sens de la convention susvisée ;
- de hoedanigheid van verblijfhouder van België heeft in de zin van bovengenoemde overeenkomst ;
- ne possède pas en France un établissement stable - ou une installation fixe - auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des revenus ;
- in Frankrijk geen vaste inrichting - of geen vaste installatie - bezit waarmee het recht of het goed dat de inkomsten voortbrengt wezenlijk is verbonden ;

et demande, en application de l'article 8 de la convention, l'exonération de l'impôt français sur les revenus en cause.
 en verzoekt op grond van artikel 8 van de overeenkomst om vrijstelling van de Franse belasting op de desbetreffende inkomsten.

.....
 Lieu et date
 Plaats en datum

Signature du créancier
 ou de son représentant *
 Handtekening van de schuldeiser
 of van zijn vertegenwoordiger *

ATTESTATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE BELGE
 BEVESTIGING VAN DE BELGISCHE BELASTINGADMINISTRATIE

L'autorité fiscale belge soussignée certifie :
 De ondergetekende Belgische belastingautoriteiten bevestigen :

- que les mentions portées par le déclarant sur la présente demande sont, à sa connaissance, exactes ;
- dat de in deze aanvraag voorkomende verklaring van de aanvrager naar zijn weten juist is ;
- que le créancier est résident de la Belgique et y est passible de l'impôt belge à raison des revenus faisant l'objet de la présente demande.
- dat de schuldeiser een verblijfhouder van België is en er aan de Belgische belasting is onderworpen ter zake van de inkomsten waarop deze aanvraag betrekking heeft.

Fait à _____ , le _____
 Te _____ , op _____

Signature et cachet
 Handtekening en stempel

* Les deux exemplaires de la demande doivent être signés
 * De twee exemplaren van de aanvraag moeten worden ondertekend

NOTE EXPLICATIVE POUR LE CREANCIER DES REVENUS

1. Les redevances et droits d'auteur de source française versés à des personnes physiques ou morales n'ayant pas leur domicile réel ou leur siège en France sont actuellement soumis en France à une retenue à la source au taux de 24 %. En vertu de l'article 8 de la convention franco-belge contre la double imposition du 10 mars 1964 dont le texte est reproduit ci-dessous, les revenus de cette nature payés à des résidents de la Belgique ne sont pas imposables en France.
2. Pour obtenir l'exonération de l'impôt français, les bénéficiaires résidents de la Belgique doivent en faire la demande au moyen de la présente formule.
3. Les intéressés doivent remplir les deux exemplaires de la formule en utilisant une formule distincte par personne physique ou collectivité débitrice des revenus.
4. La demande ainsi établie est valable pour toutes les échéances de la même année, doit être remise à l'autorité fiscale belge dont relève le créancier des revenus. Cette autorité émettra les attestations requises ; elle conservera le 1^{er} exemplaire pour le dossier fiscal du créancier et rendra le 2^e exemplaire au créancier qui le transmettra à son débiteur en France avant la 1^{ère} échéance de l'année, sous peine de forclusion.
5. Toutefois, dans les cas exceptionnels où, en raison de circonstances de force majeure ou d'un événement quelconque non imputable à la volonté du créancier, cette transmission ne pourrait être effectuée dans le délai mentionné au § 4 ci-dessus, le 2^e exemplaire de la demande devra alors, par l'intermédiaire du débiteur, parvenir à l'Administration française au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit la 1^{ère} échéance - (cf. § 8 ci-après).

NOTE EXPLICATIVE POUR LE DEBITEUR DES REVENUS

6. Le débiteur complète la demande en remplissant les cadres qui lui sont réservés pour toutes les échéances annuelles du produit visé.
7. Il accorde le dégrèvement correspondant à joint latite formulé à l'imprimé spécial n° 2460 (anc. 1024 C.D.) prévu pour le contrôle des versements forfaitaires et retenues à la source.
8. Dans le cas exceptionnel où cet exemplaire lui parvient après le paiement de la 1^{ère} échéance : (cf. § 5 ci-dessus)
 - il accorde éventuellement le dégrèvement correspondant pour les échéances restant à couvrir sur lesquelles porte la demande.
 - il transmet l'exemplaire dûment complété, au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit le paiement des revenus, au Directeur des Impôts (Contributions directes) dont il relève, à l'appui d'une demande de régularisation.
9. Par cette demande le débiteur sollicite de l'Administration française :
 - en règle générale, l'autorisation d'imputer l'impôt français retenu à la source sur les versements dont il sera redevable, au titre de cet impôt, à raison des redevances et droits d'auteur qu'il paiera ultérieurement,
 - le dégrèvement de l'impôt versé, en cas d'impossibilité d'appliquer la procédure précédente.
10. Le débiteur rembourse directement l'impôt accordé par l'Administration française est versé directement par cette dernière au bénéficiaire réel des revenus ou à son représentant régulièrement désigné.

ARTICLE 8 DE LA CONVENTION FRANCO-BELGE CONTRE LA DOUBLE IMPOSITION DU 10 MARS 1964

(1) Les redevances et autres produits provenant soit de la concession de l'usage de biens mobiliers incorporels, tels que les brevets d'invention, modèles, formules et procédés secrets, marques de fabrique et autres droits analogues, soit de la vente de ces biens, les droits d'auteur et de reproduction, ainsi que les revenus tirés de la location des films cinématographiques, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le bénéficiaire est un résident.

Toutefois, lorsque le bénéficiaire de ces redevances ou produits possède dans l'autre Etat contractant un établissement stable ou une installation fixe qui intervient à un titre quelconque dans les opérations génératrices de ces revenus, ceux-ci ne sont imposables que dans cet autre Etat.

(2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les redevances, produits et droits y mentionnés sont également imposables dans l'Etat contractant sur le territoire duquel est située l'entreprise qui en supporte la charge :

a. Lorsque et dans la mesure où, suivant les pratiques de cet Etat, ces redevances, produits et droits excèdent un montant normal, compte tenu des usages commerciaux, de la valeur intrinsèque des biens visés audit paragraphe et du rendement global produit par l'utilisation de ces biens ;

b. Lorsque et dans la mesure où les redevances, produits ou droits excèdent la quote-part augmentée d'un profit normal - imputable à l'entreprise débitrice dans les dépenses et charges réelles assumées par l'entreprise bénéficiaire pendant la période d'imposition, pour l'acquisition, le perfectionnement ou l'amortissement et la conservation des droits concédés ou cédés, dans le cas où l'une de ces entreprises est en fait sous la dépendance ou sous le contrôle de l'autre, ou encore lorsque ces deux entreprises sont en fait sous la dépendance ou sous le contrôle d'une tierce entreprise ou d'entreprises dépendant d'un même groupe ;

c. En cas de paiement desdits produits ou redevances à des sociétés ou associations, lorsque et dans la mesure où les droits visés leur ont été apportés ou concédés, directement ou indirectement, par l'entreprise débitrice des redevances ou par ses dirigeants, actionnaires, associés ou autres participants ou par des personnes ayant avec ceux-ci des intérêts communs.

(3) Dans les cas particuliers où il apparaît qu'il y a lieu de faire application des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, les autorités compétentes des deux Etats contractants s'entendent pour fixer la fraction du montant des redevances, produits et droits qui peut être considérée comme normale et pour éviter, conformément à l'esprit de la convention, la double imposition de la fraction desdits revenus qui a été soumise à l'impôt dans l'Etat contractant autre que celui dont le bénéficiaire est un résident.

TOELICHTING VOOR DE SCHULDEISER VAN DE INKOMSTEN

1. Royalty's en auteursrechten van Franse oorsprong gestort aan natuurlijke of rechtspersonen die hun werkelijke woonplaats of hun zetel niet in Frankrijk hebben, ondergaan thans in Frankrijk een bronheffing van 24 %. Krachtens artikel 8 van het Frans-Belgische dubbelbelastingverdrag van 10 maart 1964, waarvan de tekst hieronder volgt, zijn inkomsten van die aard, betaald aan verblijfhouders van België, in Frankrijk niet belastbaar.
2. Om de vrijstelling van de Franse belasting te bekomen moeten de genietters, die verblijfhouder van België zijn, zulks aanvragen door middel van dit formulier.
3. De belanghebbenden moeten de twee exemplaren van het formulier invullen en per schuldenaar van de inkomsten, natuurlijke persoon of lichaam, een afzonderlijk formulier gebruiken.
4. De aldus gedane aanvraag is geldig voor alle betalingen in hetzelfde jaar ; ze moet door de schuldeiser van de inkomsten worden afgegeven aan de Belgische belastingautoriteiten van zijn gebied. Die autoriteiten brengen hierop de vereiste bevestigingen aan ; zij bewaren het 1^{er} exemplaar in het fiscaal dossier van de schuldeiser en bezorgen het 2^e exemplaar aan de schuldeiser terug, die het op straf van vervel vóór de betaling van het jaar aan zijn schuldenaar in Frankrijk moet afgeven.
5. Bij uitzondering evenwel, wanneer de aanvraag door overmacht of om enige andere reden buiten de wil van de schuldeiser niet binnen de in § 4 vermelde termijn kon worden afgegeven, moet het 2^e exemplaar ten laatste op 31 december van het jaar na de eerste betaling door tussenkomst van de schuldenaar bij de Franse administratie toekomen (cf. § 8 hieronder).

TOELICHTING VOOR DE SCHULDENAAR VAN DE INKOMSTEN

6. De schuldenaar vult op de aanvraag de voor hem bestemde vakken in voor alle betalingen van de desbetreffende inkomsten in de loop van het jaar.
7. Hij verleent de overeenstemmende ontheffing en voegt het formulier bij de aangifte op het speciaal drukwerk n° 2460 (voorn. 1024 C.D.), dat voor de controle op de forfaitaire stortingen en op de inhoudingen bij de bron is ingesteld.
8. Wanneer dit exemplaar bij uitzondering na de eerste betaling bij hem toekomt : (cf. § 5 hierboven)
 - verleent hij eventueel de overeenstemmende ontheffing op de nog niet vervallen betalingen waarop de aanvraag betrekking heeft,
 - stuurt hij een aanvraag om regularisatie, gestaafd met het behoorlijk aangevulde exemplaar, ten laatste op 31 december van het jaar dat op de betaling van de inkomsten volgt naar de Directeur der belastingen (Directie belastingen) van zijn gebied.
9. In de meeste gevallen, om de toelating de bij de bron ingehouden Franse belasting af te trekken van de stortingen die hij als dezelfde belasting verschuldigd zal zijn, ter zake van de royalty's en auteursrechten die hij later zal betalen,
 - om ontheffing van de gestorte belasting, in geval de vorige procedure onmogelijk kan worden toegepast.
10. De schuldenaar betaalt de belasting onmiddellijk aan de schuldeiser terug, wanneer hij gemachtigd werd een gelijkaardige som van zijn latere stortingen of te trekken. In het andere geval wordt het bedrag van de door de Franse administratie verleende belastingontheffing door deze laatste onmiddellijk gestort aan de werkelijke genietter van de inkomsten of aan zijn regelmatig aangewezen vertegenwoordiger.

ARTIKEL 8 VAN HET FRANS-BELGISCHE DUBBELBELASTINGVERDRAG VAN 10 MAART 1964

- (1) Royalty's en andere opbrengsten voortkomend hetzij uit de concessie van het gebruik van onlichamelijke roerende goederen, zoals uitvindingsrechten, modellen, geheime formules en procédés, fabriekmerken en andere gelijkaardige rechten, hetzij uit de verkoop van deze goederen, auteurs - en reproductierechten, zomede de inkomsten uit de verhuring van bioscoopfilms, zijn slechts belastbaar in de verdragsluitende Staat waarvan de beneficiant verblijfhouder is. Nochtans, indien de beneficiant van deze inkomsten of opbrengsten in de andere verdragsluitende Staat een vaste inrichting of een vaste installatie bezit, die op een of andere wijze betrokken is in de verrichtingen waaruit deze inkomsten voortkomen, zijn deze slechts belastbaar in deze andere Staat. Deze bepalingen zijn mede van toepassing op de opbrengsten en royalty's ter vergoeding van het gebruik of de verkoop van lichamelijke roerende goederen.
- (2) Niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 hierboven zijn de aldaar vermelde royalty's, opbrengsten en rechten eveneens belastbaar in de verdragsluitende Staat op het grondgebied waarvan de onderneming is gelegen die hiervan de last draagt :
 - a) wanneer en in de mate dat deze royalty's, opbrengsten en rechten, volgens de praktijken van deze Staat, een normaal bedrag overschrijden, rekening houdend met de handelsgebruiken, de intrinsieke waarde van de bij vermelde paragraaf bedoelde goederen en het gezamenlijk rendement voortgebracht door het benutten van deze goederen ;
 - b) wanneer en in de mate dat deze royalty's, opbrengsten en rechten de aan de debiteuronderneming toerekenbare - en met een normale winst verhoogde - quota in de werkelijke lasten en uitgaven overschrijden, die door de verkrijgende onderneming tijdens de belastingperiode werden gedragen voor de verwerving, de vervolmaking of de afschrijving en het behoud van de geconcedeerde of afgestane rechten, in het geval één van deze ondernemingen feitelijk afhankelijk van of gecontroleerd wordt door de andere onderneming of nog wanneer deze beide ondernemingen feitelijk afhangen van of gecontroleerd worden door een derde onderneming of door ondernemingen die van dezelfde groep afhangen ;
 - c) ingeval deze opbrengsten of royalty's aan vennootschappen of verenigingen worden betaald, wanneer en in de mate dat de bedoelde rechten direct of indirect bij hen werden ingebracht of aan hen werden geconcedeerd door de onderneming die de royalty's is verschuldigd, of door haar leiders, aandeelhouders, vennoten of andere degenoten of door personen die met dezen gemeenschappelijke belangen hebben.
- (3) In de bijzondere gevallen waarin blijkt dat de bepalingen van paragraaf 2 hierboven dienen te worden toegepast, plegen de bevoegde autoriteiten van beide verdragsluitende Staten overleg om het gedeelte van de royalty's, opbrengsten en rechten vast te stellen dat normaal mag worden geacht en om, overeenkomstig de geest van de overeenkomst, dubbeltel belasting te voorkómen van het gedeelte van deze inkomsten dat in de andere verdragsluitende Staat aan de Staat waarvan de beneficiant verblijfhouder is, aan de belasting werd onderworpen.

ANNEXE II

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration des contributions directes

KONINKRIJK BELGIE

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Administratie der directe belastingen

DEMANDE D'EXONERATION (1) du précompte mobilier sur les redevances en application de la convention franco-belge de double imposition.	2 Exemplaire destiné à l'Administration française
AANVRAAG OM VRIJSTELLING (1) van de roerende voorheffing op royalty's ingevolge het Frans-Belgische dubbelbelastingverdrag.	Exemplaar voor de Franse administratie

I. DENOMINATION OU RAISON SOCIALE DU DEBITEUR BELGE DES REVENUS ;
BENAMING OF FIRMA VAN DE BELGISCHE SCHULDENAAR VAN DE INKOMSTEN :

Adresse ou siège social :
Adres of zetel :

II. DECLARATION DU REQUERANT.
VERKLARING VAN DE AANVRAGER.

1. NOM ET PRENOM, DENOMINATION OU RAISON SOCIALE DU BENEFICIAIRE DES REDEVANCES ;
NAAM EN VOORNAAM, BENAMING OF FIRMA VAN DE GENIETER VAN DE ROYALTY'S :

.....
.....

2. Adresse complète :
Volledig adres :

3. Le soussigné certifie que le bénéficiaire désigné ci-dessus :
De ondergetekende bevestigt dat de hierboven aangeduide genietter :

- 1° est un résident de la France ;
een verblijfhouder van Frankrijk is ;
- 2° est le seul ayant droit aux redevances mentionnées au verso et s'élevant à (en toutes lettres)
de enige rechthebbende is op de op keerzijde vermelde royalty's, bedragende (voluit)
.....
- 3° n'avait pas en Belgique, à la date d'échéance des redevances, un établissement stable ou une installation fixe qui est intervenu(e) à un titre quelconque dans les opérations génératrices des redevances ;
in België op de vervaldatum van de royalty's geen vaste inrichting of geen vaste installatie bezat, die op een of andere wijze betrokken was in de verrichtingen waaruit de royalty's zijn voortgekomen ;
- 4° ne se trouve pas dans une des situations prévus à l'article 8, § 2, litt. b et c, de la convention franco-belge (cf. Notice, n° 1) ;
niet verkeert in omstandigheden als bedoeld in artikel 8, § 2, litt. b et c, van het Frans-Belgisch verdrag (cf. Toelichting, nr 1) ;
- 5° demande à bénéficier de l'exonération du précompte mobilier sur ces redevances conformément aux dispositions de la Convention franco-belge de double imposition ;
verzoekt om vrijstelling van de roerende voorheffing op die royalty's ingevolge het Frans-Belgische dubbelbelastingverdrag.

4. Nom, qualité et adresse du représentant dûment mandaté qui signe la présente demande (éventuellement) :
Naam, hoedanigheid en adres van de gevolmachtigde vertegenwoordiger die deze aanvraag ondertekent (in voorkomend geval) :

*Date et signature du bénéficiaire (2), ou
de son représentant (2),
Datum en handtekening van de genietter (2),
of zijn vertegenwoordiger (2),*

(1) Pour le mode d'utilisation du formulaire, voir notice explicative ci-jointe.
Zie wijze van gebruik van het formulier in de hierbijgevoegde toelichting.
(2) Biffer la (ou les) mention(s) inutile(s).
Het niet passende doorhalen.

III.

DESIGNATION DES REVENUS
OMSCHRIJVING VAN DE INKOMSTEN

Date de conclusion et durée du contrat :
Datum waarop de overeenkomst werd gesloten en duur :
Nature des droits ou biens concédés ou vendus :
Aard van de verleende of verkochte rechten of goederen :
Méthode de détermination des redevances :
Wijze van berekening van de royalty's :
Date(s) d'échéance des redevances :
Vervaldag(en) van de royalty's :
Montant des redevances par échéance (1), pour la première échéance visée à la demande si ce montant est variable(1):
Bedrag van de royalty's per vervaldag (1), voor de eerste vervaldag bedoeld in de aanvraag indien het bedrag veranderlijk is (1) :
Montant total des redevances perçues en vertu du même contrat au cours de l'année précédente :
Totaal bedrag der royalty's tijdens het vorige jaar ter zake van dezelfde overeenkomst ontvangen :
.....

IV.

ATTESTATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE FRANÇAISE
BEVESTIGING VAN DE FRANSE BELASTINGADMINISTRATIE

L'Inspecteur des impôts (Contributions directes) soussigné, dont relève le bénéficiaire des revenus, certifie :
De ondergetekende Inspecteur der belastingen (Directe belastingen) waarvan de genietter der inkomsten afhangt, bevestigt :

- 1^o que les mentions portées par le déclarant sur la présente demande sont, à sa connaissance, exactes ;
dat de in deze aanvraag voorkomende verklaring van de aanvrager naar zijn weten juist is ;
- 2^o que le bénéficiaire est un résident de la FRANCE et y est passible de l'impôt à raison des revenus faisant l'objet de la présente demande.
dat de genietter een verblijfhouder van FRANKRIJK is en aldaar aan belasting is onderworpen ter zake van de in deze aanvraag vermelde inkomsten.

Date, signature et cachet.
Datum, handtekening en stempel.

V.

ATTESTATION DU CONTROLEUR EN CHEF A SAINT-JOSSE-TEN-NOODE 1
BEVESTIGING VAN DE HOOFDCONTROLEUR TE SINT-JOOST-TEN-NODE 1

Le bénéficiaire des redevances dont l'adresse figure au verso n'a pas d'établissement stable (1) - d'installation fixe (1) - en Belgique (1) -
a un établissement stable - une installation fixe (1) à

fixe (1) - en Belgique (1) -

De op de voorzijde aangeduide genietter van de royalty's heeft in België geen vaste inrichting (1) - geen vaste een vaste inrichting - een vaste installatie (1) te

installatie (1)

....., rue straat, n^o (1)
nr (1)

Attestation du contrôleur en chef de l'établissement stable
Bevestiging van de Hoofdcontroleur der vaste inrichting

Date, signature et cachet.
Datum, handtekening en stempel.

L'établissement stable - l'installation fixe (1) - mentionné(e) ci-dessus est (1) - n'est pas (1) - intervenu(e) à un titre quelconque dans les opérations génératrices des revenus mentionnés au cadre III.

De hierboven vermelde vaste inrichting - vaste installatie (1) - was - was niet (1) - op een of andere wijze betrokken in de verrichtingen waaruit de in vak III vermelde inkomsten zijn voortgekomen.

Le Contrôleur en chef à
De Hoofdcontroleur te

(Date et signature)
(Datum en handtekening)

(1) Biffer la (ou les) mention(s) inutile(s)
Het niet passende doorhalen.

ANNEXE III

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

MINISTÈRE DES FINANCES

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Administration des contributions directes

Administratie der directe belastingen

DEMANDE D'EXONERATION (1) du précompte mobilier sur les redevances en application de la convention franco-belge de double imposition.	1 Exemplaire destiné à l'Administration belge
AANVRAAG OM VRIJSTELLING (1) van de roerende voorheffing op royalty's ingevolge het Frans-Belgische dubbelbelastingverdrag.	Exemplaar voor de Belgische administratie

I. DENOMINATION OU RAISON SOCIALE DU DEBITEUR BELGE DES REVENUS ;
BENAMING OF FIRMA VAN DE BELGISCHE SCHULDENAAR VAN DE INKOMSTEN :

Adresse ou siège social :
Adres of zetel :

II. DECLARATION DU REQUERANT.
VERKLARING VAN DE AANVRAGER.

1. NOM ET PRENOM, DENOMINATION OU RAISON SOCIALE DU BENEFICIAIRE DES REDEVANCES ;
NAAM EN VOORNAAM, BENAMING OF FIRMA VAN DE GENIETER VAN DE ROYALTY'S :

.....
.....

2. Adresse complète :
Volledig adres :

3. Le soussigné certifie que le bénéficiaire désigné ci-dessus :
De ondergetekende bevestigt dat de hierboven aangeduide genietter :

- 1° est un résident de la France ;
een verblijfhouder van Frankrijk is ;
- 2° est le seul ayant droit aux redevances mentionnées au verso et s'élevant à (en toutes lettres)
de enige rechthebbende is op de op keerzijde vermelde royalty's, bedragende (voluit)
.....
- 3° n'avait pas en Belgique, à la date d'échéance des redevances, un établissement stable ou une installation fixe qui est intervenu(e) à un titre quelconque dans les opérations génératrices des redevances ;
in België op de vervaldatum van de royalty's geen vaste inrichting of geen vaste installatie bezat, die op een of andere wijze betrokken was in de verrichtingen waaruit de royalty's zijn voortgekomen ;
- 4° ne se trouve pas dans une des situations prévus à l'article 8, § 2, litt. b et c, de la convention franco-belge (cf. Notice, n° 1) ;
niet verkeert in omstandigheden als bedoeld in artikel 8, § 2, litt. b et c, van het Frans-Belgisch verdrag (cf. Toelichting, nr 1) ;
- 5° demande à bénéficier de l'exonération du précompte mobilier sur ces redevances conformément aux dispositions de la Convention franco-belge de double imposition ;
verzoekt om vrijstelling van de roerende voorheffing op die royalty's ingevolge het Frans-Belgische dubbelbelastingverdrag.

4. Nom, qualité et adresse du représentant dûment mandaté qui signe la présente demande (éventuellement) :
Naam, hoedanigheid en adres van de gevolmachtigde vertegenwoordiger die deze aanvraag ondertekent (in voorkomend geval) :

*Date et signature du bénéficiaire (2), ou
de son représentant (2),
Datum en handtekening van de genietter (2),
of zijn vertegenwoordiger (2),*

(1) Pour le mode d'utilisation du formulaire, voir notice explicative ci-jointe.
Zie wijze van gebruik van het formulier in de hierbijgevoegde toelichting.

(2) Biffer la (ou les) mention(s) inutile(s).
Het niet passende doorthalen.

III.

DESIGNATION DES REVENUS
OMSCHRIJVING VAN DE INKOMSTEN

- 1° Date de conclusion et durée du contrat :
Datum waarop de overeenkomst werd gesloten en duur :
- 2° Nature des droits ou biens concédés ou vendus :
Aard van de verleende of verkochte rechten of goederen :
- 3° Méthode de détermination des redevances :
Wijze van berekening van de royalty's :
- 4° Date(s) d'échéance des redevances :
Vervaldag (en) van de royalty's :
- 5° Montant des redevances par échéance (1), pour la première échéance visée à la demande si ce montant est variable (1) :
Bedrag van de royalty's per vervaldag (1), voor de eerste vervaldag bedoeld in de aanvraag indien het bedrag veranderlijk is (1) :
- 6° Montant total des redevances perçues en vertu du même contrat au cours de l'année précédente :
Totaal bedrag der royalty's tijdens het vorige jaar ter zake van dezelfde overeenkomst ontvangen :

IV.

ATTESTATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE FRANÇAISE.
BEVESTIGING VAN DE FRANSE BELASTINGADMINISTRATIE.

L'Inspecteur des impôts (Contributions directes) soussigné, dont relève le bénéficiaire des revenus, certifie :
De ondergetekende Inspecteur der belastingen (Directe belastingen) waarvan de genietter der inkomsten afhangt, bevestigt :

- 1° que les mentions portées par le déclarant sur la présente demande sont, à sa connaissance, exactes ;
dat de in deze aanvraag voorkomende verklaring van de aanvrager naar zijn weten juist is ;
- 2° que le bénéficiaire est un résident de la France et y est passible de l'impôt à raison des revenus faisant l'objet de la présente demande.
dat de genietter een verblijfhouder van Frankrijk is aldaar aan belasting is onderworpen ter zake van de in deze aanvraag vermelde inkomsten.

Date, signature et cachet.
Datum, handtekening en stempel.

(1) Biffer la (ou les) mention(s) inutile(s).
Het niet passende doochalen.

ANNEXE IV

NOTICE EXPLICATIVE

1. En vertu de l'article 8 de la convention fiscale franco-belge, la Belgique exonère, sous certaines conditions, de précompte mobilier les revenus ci-après tirés de Belgique par des résidents de la France :

- les redevances et autres produits provenant de la concession de l'usage (location, affermage) de biens mobiliers corporels (par ex. machines, matériel, outillage) ou incorporels (brevets d'invention, marques de fabrique, modèles, procédés de fabrication, etc.) ;
- les redevances et autres produits provenant de la vente des biens précités ;
- les droits d'auteur et de reproduction ;
- les revenus de la location de films cinématographiques.

L'exonération ne s'applique qu'à la condition que le bénéficiaire des revenus ne possède pas en Belgique un établissement stable ou une installation fixe qui intervient à un titre quelconque dans les opérations génératrices des revenus. D'autre part, l'exonération est limitée au montant des redevances qui représente une rémunération normale des droits ou biens concédés ou vendus ; en outre, le montant exonéré est soumis à d'autres limitations lorsque le débiteur et le bénéficiaire des revenus sont dans certains liens d'interdépendance, ou lorsque les droits ou biens donnant lieu au paiement ont été apportés ou concédés au bénéficiaire par le débiteur ou par des personnes ayant avec lui des intérêts communs (voir article 8, § 2, de la convention).

2. L'exonération est normalement accordée à la source. A cette fin, le bénéficiaire des redevances qui est un résident de la France et réunit certaines conditions (voir cadre II, n° 3 de la formule) doit, pour chaque débiteur belge des redevances, remplir à l'aide d'un papier carbone et signer les deux exemplaires de la demande d'exonération modèle 276 R. (F) et les envoyer à l'Inspecteur des impôts (Contributions directes) dont il relève. L'Inspecteur remet le premier exemplaire au requérant après y avoir apposé l'attestation requise (cadre IV) et conserve le second exemplaire. Le premier exemplaire ainsi visé par l'Inspecteur doit être remis au débiteur des redevances dans les dix jours de l'échéance de celles-ci.
3. Si l'exonération n'a pu être accordée à la source, le remboursement du précompte mobilier reste possible. A cette fin, le bénéficiaire des redevances doit également, pour chaque débiteur belge des redevances, remplir et signer les deux exemplaires de la demande d'exonération modèle 276 R. (F) et les transmettre, pour visa, à l'Inspecteur des impôts (Contributions directes) dont il relève. Le premier exemplaire, dûment visé par l'Inspecteur doit être transmis à M. le Contrôleur en chef des contributions de Saint-Josse-ten-Noode 1, rue des Palais 48, à Bruxelles 3, le plus rapidement possible et en tout cas avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de l'attribution ou du paiement des redevances.
4. Si le paiement des redevances est effectué plusieurs fois l'an, l'exonération peut être obtenue en souscrivant une seule demande pour l'ensemble des redevances échues au cours de la même année.

TOELICHTING

1. Krachtens artikel 8 van het Frans-Belgische dubbelbelastingverdrag stelt België, op bepaalde voorwaarden, vrij van roerende voorheffing de hieronder vermelde inkomsten, welke in België door verblijfhouders van Frankrijk worden behaald :
- royalty's en andere opbrengsten uit de concessie van het gebruik (verhuring, verpachting) van lichamelijke (bv. machines, materieel, uitrusting) of onlichamelijke (uitvindersoctrooien, fabrieksmerken, modellen, procédés, enz.) roerende goederen ;
 - royalty's en andere opbrengsten uit de verkoop van de hierboven vermelde goederen ;
 - auteurs- en reproductierechten ;
 - inkomsten uit de verhuring van bioscoopfilms.

De vrijstelling is slechts van toepassing op voorwaarde dat de genietter van de inkomsten in België geen vaste inrichting of vaste installatie bezit, die op een of andere wijze betrokken is in de verrichtingen waaruit de inkomsten voortkomen. Anderdeels is de vrijstelling beperkt tot het bedrag van de royalty's dat een normale vergoeding van de verleende of verkochte rechten en goederen vertegenwoordigt ; het vrijgestelde bedrag is daarenboven aan andere beperkingen onderworpen wanneer tussen de schuldenaar en de genietter van de inkomsten banden van onderlinge afhankelijkheid bestaan of wanneer de rechten of goederen, terzake waarvan de betalingen worden gedaan, bij de genietter werden ingebracht of hun werden afgestaan door de schuldenaar of door personen die met deze laatste gemeenschappelijke belangen hebben (zie art. 8, § 2, van de overeenkomst).

2. De vrijstelling wordt normaal bij de bron verleend. Te dien einde moet de genietter van de royalty's die verblijfhouder van Frankrijk is en aan zekere voorwaarden voldoet (zie vak II, nr 3, van het formulier), per Belgische schuldenaar de twee exemplaren van een aanvraag om vrijstelling nr 276 R. (F) met carbonpapier invullen en ondertekenen en aan de Inspecteur der belastingen (Directe belastingen) van zijn gebied zenden. Deze Inspecteur bezorgt het eerste exemplaar aan de aanvrager terug na het van de vereiste bevestiging (vak IV) te hebben voorzien en bewaart het tweede exemplaar. Het eerste exemplaar, door de Inspecteur getekend, moet binnen tien dagen na de vervaldag van de royalty's aan de schuldenaar worden afgegeven.
3. Indien de vrijstelling niet bij de bron kan worden verleend, is evenwel terugbetaling van de roerende voorheffing mogelijk. Te dien einde moet de genietter van de royalty's, per Belgische schuldenaar, eveneens de twee exemplaren van de aanvraag om vermindering nr 276 R. (F) invullen en ondertekenen en aan de Inspecteur der belastingen (Directe belastingen) van zijn gebied zenden. Het eerste exemplaar, behoorlijk door de voormelde Inspecteur getekend, moet worden gestuurd aan de H. Hoofdcontroleur der belastingen van Sint-Joost-ten-Node 1, Paleizenstraat 48 te Brussel 3, en dit zo spoedig mogelijk en alleszins voor het verstrijken van een termijn van drie jaren, aanvangend op 1 januari van het jaar na dat waarin de royalty's toegekend of betaald zijn.
4. Indien royalty's meer dan eens per jaar worden betaald, kan de vermindering worden bekomen met één enkele aanvraag voor al de in hetzelfde jaar vervallen royalty's.